



13

sept.
2018

▲ Niv. 2

L'État a
répondu

Malte

n° 15/2017

Création de l'alerte : 10 févr. 2017

Le ministre de l'Economie de Malte intente quatre procès en diffamation et délivre des mandats de saisie contre la blogueuse Daphne Caruana Galizia.

SOURCE DE LA MENACE ▶ Etatique

CATÉGORIE ⓘ ▶ Harcèlement et intimidation de journalistes

AUTEUR : FEJ/FIJ, CPJ, Index, IPI, RSF

Les comptes bancaires de la journaliste indépendante et blogueuse maltaise Daphne Caruana Galizia ont été gelés par des mesures conservatoires à hauteur de 47.460 euros après qu'un tribunal ait confirmé, le 8 février 2017, une demande du ministre maltais de l'Économie Chris Cardona et de son consultant Joe Gerada visant à délivrer des ordres de saisie, parallèlement à quatre procès en diffamation qu'ils ont ouvert contre elle.

La journaliste est poursuivie pour avoir publié sur son blog un article rapportant que les deux hommes ont visité un bordel à Velbert (Allemagne) alors qu'ils étaient en voyage officiel. Cardona a nié l'allégation.

Selon les médias, l'effet des mesures conservatoires sur ses avoirs signifie que ses comptes bancaires resteront gelés jusqu'à ce que l'affaire soit conclue et cela pourrait prendre de nombreuses années.

Dans un communiqué publié sur son blog, Daphne Caruana Galizia a dénoncé une tentative de musèlement de la presse. L'Institut des journalistes maltais a demandé au ministre de réexaminer son action, soulignant le caractère exagéré de l'action en justice.

MISES À JOUR

13 sept. 2018 : 34 procédures de diffamation sont restées ouvertes contre Caruana Galizia après son assassinat le 16 octobre 2017 et sont en instance devant les tribunaux nationaux. Parmi eux, un cas présenté par le Premier ministre de Malte, Joseph Muscat; deux affaires portées par le ministre du tourisme, Konrad Mizzi; deux affaires portées par le chef de cabinet du Premier ministre, Keith Schembri; une affaire introduite par l'ancien

vice-gouverneur de la Banque centrale, Alfred Mifsud; un cas porté par le chef du groupe de travail des chefs de gouvernement des pays du Commonwealth de Malte, Phyllis Muscat; et 19 affaires portées par l'homme d'affaires Silvio Debono.

➔ **Communiqué de RSF: "Ten years after launch of blog, murdered Maltese journalist Daphne Caruana Galizia faces posthumous barrage of libel lawsuits"**

16 mai 2018 : Un nouveau projet de loi révisé sur les médias et la diffamation promulgué le 13 mai 2018 décriminalise la diffamation. En plus d'abolir l'infraction pénale de diffamation, la loi supprime comme motifs de diffamation l'atteinte à la «morale publique ou à la décence», empêche les demandes de saisies conservatoires à l'encontre des journalistes et limite la possibilité d'agir en justice contre eux à une seule poursuite en diffamation par sujet.

31 mars 2017 : Le 11 mars 2017, Silvio Debono, propriétaire de la société d'investissement immobilier DB Group, a intenté 19 procès de diffamation contre la journaliste Daphne Caruana Galizia. Galizia a publié un certain nombre d'articles affirmant que Debono avait conclu un accord avec le gouvernement de Malte pour s'approprier une grande surface de terres publiques dans une zone côtière de grande valeur sur laquelle il envisage de construire un Hard Rock Hotel et deux tours d'appartements à vendre. Dans un communiqué, Daphne Caruana Galizia a déclaré que les poursuites en diffamation concernent toutes le même sujet, «profiter du fait que la loi leur permet de poursuivre pour chaque commentaire, article ou publication de blog, même si le sujet et l'auteur sont les mêmes." "Les cas vont traîner devant les tribunaux, cela me coûtera environ 8 000 € seulement pour déposer ma défense, et tout le monde aurait été intimidé pour se soumettre", a-t-elle ajouté.

➔ **Article du blog de Daphne Caruana Galizia: "My statement sent to the media in response to that released by Silvio Debono's outfit"**

➔ **Article publié par le Times of Malta: "Daphne Caruana Galizia slapped with 19 libel cases from db Group"**

INFORMATIONS ADDITIONNELLES




➔ **Communiqué du CPJ : "Court freezes Maltese blogger's bank accounts on libel accusations"**

➔ **Information publiée sur la plateforme Mapping Media Freedom : "Malta: Four libel suits and warrant for assets freeze filed against blogger"**


➔ **Communiqué de l'Institut des Journalistes maltais: "L-IĠM jinnota l-passi fil-Qorti fil-konfront ta' Daphne Caruana Galizia "**

- ➔ **Communiqué de la Fédération Européenne des Journalistes: "Malta: Libel suits and warrants against Daphne Caruana Galizia "**
- ➔ **Communiqué de Daphne Caruana Galizia: "The Minister for the Economy and his 'policy officer' have frozen my bank accounts: My statement issued to all media"**
- ➔ **Article publié par Daphne Caruana Galizia: "Malta's Economy Minister, Labour Party deputy leader in German brothel tonight"**

RÉPONSES DE L'ÉTAT


 **17 nov. 2017** | Réponse des autorités maltaises

- ➔ **Texte du projet de loi relatif aux médias et à la diffamation (en maltais et en anglais)**


 **16 févr. 2017** | Réponse du Gouvernement de Malte

- ➔ **Lettre de la Représentation Permanente de Malte auprès du Conseil de l'Europe (en anglais)**
- ➔ **Projet de loi relative aux médias et à la diffamation (version maltaise suivie de la version anglaise)**

SUITES DONNÉES

 **16 mai 2018** | Le représentant de l'OSCE salue la décriminalisation de la diffamation à Malte, et appelle au rejet des procédures civiles en diffamation contre les héritiers de Daphne Caruana Galizia.

- ➔ **Communiqué de Harlem Désir**

 **16 févr. 2017** | La Représentante de l'OSCE pour la liberté des médias demande aux autorités maltaises de protéger les journalistes indépendants et la liberté d'expression

- ➔ **Communiqué de Dunja Mijatović**